

Politique | Charente-Maritime : le point sur les sujets phares de la rentrée



Alors qu'Emmanuel Macron convoquait le gouvernement pour une réunion de rentrée, à la même heure le président du département de Charente-Maritime Dominique Bussereau rassemblait la presse pour un point sur les grands sujets de ce dernier trimestre 2017, à savoir les transports, la baisse de dotations de l'Etat, le projet de péage du pont d'Oléron ou encore la recrudescence des migrants mineurs. Une petite mise en jambe avant la réunion extraordinaire qui doit rassembler les élus des Départements des deux Charentes le 25 septembre à Saintes.

Le développement du ferroviaire Le premier train à très grande vitesse Paris/La Rochelle est arrivé dans la balnéaire lundi soir. La capitale est désormais à 2h30 (3h max) de la ville de Jean Guiton, avec un cadencement de 10 allers/retours par jour de prévus. Un projet dans lequel le Département a investi et dont « les travaux ont eu des retombées économiques pour le département, en particulier en haute Saintonge, au niveau de l'emploi local, notamment dans le secteur de l'hôtellerie restauration », affirme Dominique Bussereau. Il est en revanche trop tôt pour estimer les retombées liées à l'arrivée de la LGV. Pour développer le ferroviaire, il reste encore à remettre sur les rails le projet d'électrification de l'étoile de Saintes, véritable carrefour des destinations Bordeaux, Royan, Rochefort, La Rochelle, Niort, Poitiers et Angoulême.

Transports scolaires Comme le veut la loi Notre, la Région prend désormais en charge les transports scolaires. Le Département conserve tout de même le transport des enfants handicapés, soit 625 jeunes, pour un budget annuel de 3,2 millions d'euros, ainsi que les déplacements en sorties scolaires. Le Département a donc transféré ses agents volontaires à la Région dans un nouveau bureau accessible au public, sis 20 rue de la Somme à La Rochelle (Tel. 05 46 3173 73). Les 4 agents des transports ayant refusé leur mutation restent au Département et seront dévolus notamment au suivi des contrats plans ferroviaires. Dominique Bussereau compte également favoriser les transports doux en faisant installer 114 bornes de recharge de voitures électriques. Il prévoit également d'augmenter le nombre d'aires de co-voiturages (70 aujourd'hui). Mais il devra d'abord régler la problématique de la SEMAAAS. Basée à Saintes, la Société d'économie mixte des autocars et autobus de l'Aunis sous-traite jusqu'alors les transports scolaires. « Dans la mesure où le Département était investi à 74% dans la société, légalement la Région a l'obligation d'en reprendre au moins deux tiers, mais elle refuse. Les salariés sont très inquiets pour leur avenir », explique Dominique Bussereau. Bien que sous-traitant le tiers de son activité à Keolis, la société pourrait ne pas se relever de la perte de son plus gros employeur. Reste un dernier recours : « On discute avec la caisse des Dépôts ».

A ceux qui lui font remarquer que le changement des régions ne va permettre aucune économie, Dominique Bussereau rapp

qu'il a « toujours dit que la nouvelle région coûterait plus cher ».

Evolution de l'aéroport « La Région nous a fait savoir en juin qu'elle envisageait de rentrer à 25% dans le syndicat m de l'aéroport La-Rochelle-Ré », a annoncé le président du Département, « c'est une chance à l'heure où elle ne s'est pas en positionnée pour Biarritz ou Agen ». L'objectif, désormais, est de lancer le syndicat au 1^{er} janvier prochain, avec dans la boucle communautés de communes de Ré, La Rochelle et Rochefort. Le Département, lui, s'y investirait à hauteur de 25%. Le p aéroport de Rochefort pourrait être envisagé comme une annexe de l'aéroport de La Rochelle-Ré si le trafic devait augmenter, exemple en cas d'essor des compagnies low cost et le grossissement de la taille des avions. L'aéroport rochelais accueille actuellement quelque 140 000 voyageurs / an, ce qui ne lui permet pourtant pas d'être rentable.

La baisse des dotations de l'Etat Dominique Bussereau n'a pas caché sa contrariété à l'annonce de la suppression des trois cent millions d'euros d'aide aux collectivités dévoilée au cœur de l'été, ni celle du projet de suppression de la t d'habitation. Quand à la réduction des aides aux contrats aidés, « ça pose pas mal de problème à pas mal de collectivités observe Dominique Bussereau. Pour lui, « le gouvernement actuel s'est fait piéger par son prédécesseur, qui avait prévu une f augmentation des contrats aidés mais pas de plan de financement [...] Je comprends qu'il veuille mettre fin à tout cela, d'aut plus qu'il y en a un certain nombre « de complaisance – je pense notamment à La Réunion ». La Charente-Maritime compt cette rentrée 482 contrats aidés, dont 38 dans les établissements scolaires en soutien au personnel éducatif. Dans le sect privé : 387 CAE dans les services et 57 CUE dans le secteur marchand, signés exclusivement avec des bénéficiaires du RSA.

Le problème des mineurs isolés Les chiffres parlent d'eux-mêmes. « En 2012, ils étaient 17, aujourd'hui, ils s 221 », résume Dominique Bussereau, « c'est devenu un vrai problème économique et logistique : ça va nous coûter un peu p de 3,5 millions cette année ». Selon l'élus, les jeunes sont débarqués le matin devant les grandes institutions du territ (préfectures, Maison du Département) et sont équipés des fiches toutes prêtes avec des noms de personnels des institution contacter. Ils arrivent essentiellement de Nouvelle-Guinée, du Pakistan et d'Afghanistan. « Le problème, c'est qu'on est obligé les accueillir dans le cadre d'un dispositif prévu pour les enfants qui sont dans des problématiques de difficultés familiales. essaye de les mettre dans d'autres centres ou dans des familles d'accueil mais on manque de places ». Le Département la d'ailleurs un appel aux bénévoles pour accueillir un ou deux jeunes chez eux. Les foyers accueillants seront aidés par enveloppe de 400€ par mois, en plus d'une petite aide à l'habillement.

Péage au pont d'Oléron : un vote en décembre Les études socio-économiques annoncées avant vacances sont en cours. Les comptes-rendus seront remis aux élus du département, qui voteront pour ou contre le projet de pé à l'entrée de l'île d'Oléron lors de la session d'hiver mi-décembre. Dominique Bussereau a prévenu qu'il donnerait sa posi officielle à ce moment-là, bien que son opinion à ce sujet ne soit qu'un secret de polichinelle. « Moi, je suis toujours p l'écologie », rappelle-t-il, à peine sibyllin, avant de rappeler que les revenus de cette taxe seraient destinés à la défense espaces naturels et publics. « Mais j'aurais préféré que les habitants d'Oléron puissent eux-mêmes se prononcer sur question ».

Anne-Lise D

Crédit Photo : Anne-Lise D

Publié sur aqui.fr le 29/08/2

[Url de cet an](#)